

Objet : Réglementation temporaire de la circulation, rue de l'Eglise Sainte Anne

Nous, Maire de la Commune,

Vu la loi 82.213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi 82.623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 ;

Vu le Code de la Route et notamment son article R 411-8 ;

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et les arrêtés modifiant ou visant les parties 1 à 8 du livre I ;

Considérant la nécessité qui incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique ;

Considérant les travaux de branchement gaz avec fouille sous chaussée pour le 10 rue de l'Eglise Sainte Anne, envisagés par l'entreprise SATO de Giberville (14730) ;

Vu la demande présentée par l'entreprise SATO de Giberville (14730) afin de réaliser des travaux de branchement gaz avec fouille sous chaussée pour le 10 rue de l'Eglise Sainte Anne à compter du 17 juin 2019 et jusqu'au 5 juillet 2019 inclus.

Arrêtons

Article I : la chaussée sera rétrécie dans les deux sens de circulation, rue de l'Eglise Sainte Anne du 17 juin 2019 et jusqu'au 5 juillet 2019 inclus; le stationnement sera également interdit pour les véhicules légers et les poids lourds du 17 juin 2019 au 5 juillet 2019 inclus.

Article II : L'entreprise SATO chargée des travaux assurera : la signalisation et la pré-signalisation réglementaire diurne et nocturne du chantier ainsi que la mise en place des interdictions de circulation et de stationnement.

Article III : Les dispositions visées à l'article précédent ne s'appliquent pas aux véhicules de l'entreprise SATO, de gendarmerie, de secours, du SMEOM, des services techniques municipaux, de livraisons et riverains.

Article IV : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article V : Le présent arrêté sera visible sur le chantier.

Article VI : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Moul-Chicheboville
- Monsieur le Chef de Corps du Centre de Secours d'Argences
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes Val ès dunes
- Monsieur le Président du SMEOM de Moul-Chicheboville
- Monsieur le Directeur de l'entreprise SATO (Calvados)

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

Fait à Moul-Chicheboville, le 3 juin 2019


Sylvain RAULT
Maire de Moul-Chicheboville

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.